

Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	
Objectif 2 Renforcer les capacités institutionnelles des organes de gestion des élections pour l'amélioration de la qualité de l'organisation des élections au regard des standards internationaux	1 500 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 500 000
Objectif 3 Appuyer les partis politiques afin qu'ils soient mieux structurés, plus redevables, inclusifs et responsabilisés	1 000 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 000 000
Objectif 4 Renforcer les capacités des médias pour assurer une couverture équilibrée et impartiale des élections et une participation équitable au processus électoral de tous les candidats et partis politiques.	1 000 000
Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.1	1 000 000
Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1	4 900 000
Evaluation – cf. section 5.2	50 000
Audit – cf. section 5.3	50 000
Totaux	5 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

L'assistance technique démocratie/élections est incluse dans la subvention à un organisme spécialisé. La mise en oeuvre de toutes les activités prévues pour atteindre les 4 objectifs spécifiques sera confiée à plusieurs organisations non gouvernementales au moyen de subventions qui incluront toutes les activités prévues. L'action est coordonnée par un comité technique présidé par la Délégation et facilité par l'assistance technique démocratie/élections.

L'assistance technique sera chargée de la création d'un Comité de coordination et consultation, qui constitue un cadre de dialogue entre les parties prenantes, pour assurer une gouvernance cohérente et coordonnée de l'action avec les activités des autres projets de soutien à la démocratie. Il est composé de la Délégation de l'Union européenne, des représentants de l'Ambassade des Pays Bas et de la Coopération Suisse, des représentants de la société civile et des organisations en charge de la mise en oeuvre.

La participation au comité de consultation pourra être élargie en fonction de l'ordre du jour, en particulier aux représentants de la société civile et du secteur privé. Le Comité de consultation permettra de faire le suivi des activités prévues dans le cadre de l'action. Il se réunit en principe quatre fois par an. Des réunions extraordinaires pourront être convoquées selon les besoins.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union européenne, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en oeuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en oeuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en oeuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en oeuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en oeuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).